

Les subsides

Société pour l'expansion des exportations, et le nouveau programme d'aide au commerce extérieur.

M. McDermid: C'est pour cela que j'appuie Jean Chrétien.

M. Fisher: Nous avons mis l'accent sur la propriété canadienne. Voilà pourquoi nous avons mis en place le Programme énergétique national et inauguré les dépenses mixtes en ce qui concerne les programmes de défense dont j'ai parlé tantôt. Voilà pourquoi nous avons résisté aux conservateurs qui exigeaient que nous nous débarrassions de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, que nous dilapidions nos biens au profit des étrangers.

● (1530)

Nous avons amélioré notre système de transport. Nous retirons déjà les bénéfices des projets de déréglementation dans le domaine aérien et nous en avons constaté aussi les avantages lorsque nous avons modernisé VIA Rail et modifié le tarif du Corbeau.

M. Epp: Vous avez sabré dans VIA Rail.

M. Fisher: J'ai consulté l'ordre de priorités du député de Saint-Jean-Ouest. Je n'y ai trouvé que l'avidité des conservateurs pour l'argent, leur pusillanimité devant les provinces, les influences étrangères et leur peur de tout ce qui pourrait ressembler au contrat social dont je viens de parler, le genre de contrat social constructif que le gouvernement du Canada a conclu avec nos concitoyens.

Les libéraux considèrent que c'est l'être humain qui importe avant tout. Ils se servent du gouvernement pour amortir les coups qui viennent de l'extérieur.

M. Blenkarn: Les libéraux mettent les gens à pied.

M. Fisher: C'est pour cette raison que nous avons refusé de toucher à notre programme de sécurité sociale en pleine récession. Nous nous sommes servis de l'appareil gouvernemental pour encourager les idées nouvelles et pour ce faire, nous avons débloqué de nouveaux crédits fiscaux pour la recherche et le développement. Nous nous sommes servis de l'appareil gouvernemental pour mettre sur pied de nouveaux programmes de sécurité sociale capables de combler les besoins futurs de la population. Et c'est pour cette raison que nous avons surtout mis l'accent sur la refonte des pensions dans le dernier budget.

Revenons à la motion qui nous intéresse aujourd'hui. Examinons un peu ce que disent les conservateurs qui voudraient, par un tour de magie, abaisser les taux d'intérêt au Canada. Nous savons tous que les États-Unis sont actuellement le théâtre d'une sorte de ruée vers les capitaux. Les secteurs privés et publics se livrent une concurrence acharnée pour obtenir le peu d'argent disponible sur les marchés financiers. Le gouvernement ne dépense pas les deniers publics comme nous là-bas. L'argent des contribuables n'est pas recyclé dans l'économie. Ce ne sont pas les paiements de transfert aux particuliers et aux autres paliers de gouvernement qui prédominent. Les hausses des dépenses publiques ont tenu littéralement de la surenchère dans des domaines comme la défense notamment. Secundo, nous savons qu'aux États-Unis, ils ont une masse bien moins importante d'épargne individuelle disponible . . .

M. Blenkarn: Baliverne.

M. Fisher: Aux États-Unis, le taux d'épargne individuelle, par habitant, n'est que la moitié du nôtre.

M. Blenkarn: Foutaise.

M. Fisher: Les Canadiens épargnent plus de 10 p. 100 de leur revenu disponible.

M. Blenkarn: Des pommes et des oranges.

M. Fisher: J'entends encore crier le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn). Je l'invite à nouveau à se lever dans quelques minutes pour présenter de façon constructive ses idées à lui.

Le président suppléant (M. Herbert): A l'ordre. Je propose d'attendre encore deux ou trois minutes. Les députés auront la possibilité de présenter des questions. Le député de Mississauga-Nord (M. Fisher).

M. Fisher: Nous savons qu'aux États-Unis, le taux d'épargne individuelle est près de la moitié du nôtre. Leur taux de dépenses absolue est plus élevé, leur masse d'épargne personnelle moins élevée par habitant. Cela fait monter leurs taux d'intérêt. La concurrence qui s'exerce sur les marchés financiers aux États-Unis ne s'exerce pas ici, mais elle influe sur nos taux d'intérêt parce que les États-Unis constituent un énorme aimant pour nos taux d'intérêt.

Je vois que vous signalez qu'il est temps d'en terminer, monseigneur le Président. J'aimerais examiner certains domaines auxquels il faudrait consacrer une part de nos efforts à l'avenir. J'insisterai sur la poursuite de l'action en faveur de nos exportations. J'ai approuvé ce qu'a dit tout à l'heure à ce sujet le député de Saint-Jean-Ouest. Tous les Canadiens, je pense, admettent que nos exportations jouent un rôle vital dans notre reprise économique. Nos performances sont excellentes en ce domaine surtout depuis quelques années. Il faudrait que le gouvernement continue de mettre cela en tête de ses priorités.

Pour ma part, je continue de favoriser le tourisme. Notre déficit à ce chapitre est beaucoup trop important. Comme nous sommes un pays septentrional, il est évident que notre population désire descendre en Floride, dans les Caraïbes et au Mexique pendant l'hiver. Mais il faut arriver à contrebalancer l'attraction de ces régions, pour garder notre population au Canada et attirer chez nous les Américains, afin que notre balance touristique devienne excédentaire.

Je continuerais à mettre l'accent sur les échanges que nous avons faits sur le plan de la haute technologie et de la production dans certains domaines comme la défense. Je crois non seulement que nous devons partager notre technologie pour réduire nos frais, mais que nous enregistrons également un déficit beaucoup trop important à cet égard. Nous importons beaucoup trop. Nous devons commencer à échanger des connaissances technologiques, développer notre industrie puis à exporter nos marchandises.

Enfin, je reconnais qu'il faut réduire le déficit. Au cours de l'année, nous allons instaurer de nouveaux impôts au niveau de la taxe de vente fédérale, mais je ne crois pas qu'il faille diminuer le déficit aux dépens des économiquement faibles. Je ne pense pas que nous puissions améliorer la situation d'un coup de baguette magique. Il faut procéder avec prudence. Il faut réviser les dépenses gouvernementales, nous en avons l'obligation. Il faut le faire en tenant compte des conséquences que cela peut avoir pour le Canadien moyen. Les députés qui parlent de réduire le déficit d'un coup ont tout à fait tort et ils ne tiennent aucun compte des besoins de la population.